

Plénière du 27 Décembre 2018



Secteur Fédéral CGT des Cheminots
de la région Nord-Pas de Calais



En direct du CE Mobilités Nord / Pas de Calais



La direction de l'entreprise sommée de prendre ses responsabilités !!!

La posture de l'entreprise qui consiste à pratiquer la politique de la terre brûlée a des effets terribles sur les cheminot-e-s mais également sur les salarié-e-s des CE. Ne pas proposer d'accord raisonnable à signer aux organisations syndicales pour la gestion des CSE relève d'une faute grave ! Les salarié-e-s CE sont donc venues demander des comptes au représentant régional de l'entreprise car il en va de leur devenir.

Cette dernière plénière de l'année mais également dernière tout court, scellant le sort des CE au détriment des CSE fut le théâtre d'un envahissement du CE Nord-Pas-de-Calais.



En effet, plus de 100 camarades cheminot-e-s (actifs et retraités) et salarié-e-s CE sont venus demander des comptes à cette direction peu loquace sur le sujet mis à part de les renvoyer vers le national.

La disparition des CE, issue des ordonnances Macron, et le redécoupage à la hache des futurs CSE par la direction SNCF menace la **pérennité même** des **I**nstallations **S**ociales **T**ransférées (cantines, bibliothèques, centres de loisirs, camps de vacances, salles de sports...) dont bénéficient les cheminots et leurs familles, mais aussi menace directement les emplois des salarié-e-s qui font tourner ces **IST** au service des cheminote-e-s !



Sans un accord national de haut niveau, le **CSE TER HDF** ne survivra que très peu de temps. L'entreprise a **jusqu'au 31 décembre pour revenir à la raison** et proposer à la signature un accord, faute de quoi elle porterait l'entière

responsabilité de cette situation désastreuse pour les cheminot-e-s mais aussi et surtout pour l'ensemble des salarié-e-s CE.